Forum d'affaires
Algérie-Union européenne sur l'énergie

Allocution d'ouverture du Dr Salah KHEBRI, Ministre de l'Energie

Hotel El Aurassi, Alger, 24 Mai 2016

Monsieur le Commissaire chargé de l'action au Climat et à l'énergie,
Messieurs les ministres,
Excellences les ambassadeurs,
Madame et messieurs les présidents des organisations patronales,
Mesdames et Messieurs les dirigeants des entreprises,
Honorables invités,

Je vous souhaite la bienvenue et je vous remercie d'avoir honoré de votre présence ce 1er Forum d'affaires sur l'énergie, organisé conjointement par l'Algérie et l'Union européenne. De la par la présence importante (plus de 700 participants, 300 entreprises algériennes, 210 entreprises européennes, près de 50 CEO), ce 1er Forum a déjà dépassé nos attentes.

Je voudrais également féliciter les organisateurs et les remercier pour les efforts consentis à cet effet.

Les relations entre l'Algérie et l'Union Européenne sont fortes. Dans ces relations, l'énergie occupe une place de choix. La rencontre d'aujourd'hui vise à renforcer encore davantage ces relations.

Elle s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du mémorandum de Partenariat Stratégique entre l'Union Européenne et l'Algérie dans le domaine de l'énergie, signé à Alger le 7 Juillet 2013. Ce cadre de coopération couvre plusieurs branches énergétiques, à savoir les hydrocarbures, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique et divers thèmes comme la réforme du cadre juridique, le développement des infrastructures d'intérêt commun, le transfert de technologie et le développement local et la perspective d'intégration progressive des marchés de l'énergie.

La mise en œuvre de ce mémorandum d'entente s'est faite à travers de multiples actions concrètes : Il y a eu le lancement du dialogue politique sur l'énergie en mai 2015, à travers l'adoption d'un Arrangement administratif sur les modalités de mise en œuvre du Partenariat Stratégique. Il fut suivi par la tenue de la première réunion du groupe de travail sectoriel en octobre 2015 à Alger et la mise en place des deux groupes de travail : l'un chargé du « gaz» et l'autre de « électricité, énergies renouvelables et efficacité énergétique ».

Le travail de ces 2 groupes a abouti à l'organisation de ce 1er Forum d'Affaires, car la dynamique de déploiement de notre coopération se doit d'impliquer les entreprises et acteurs économiques des deux parties. Cette rencontre est conçue dans ce but : leur permettre de se connaitre, d'explorer les diverses potentialités et formes de partenariats possibles, de cerner les besoins et les complémentarités respectifs et de nouer des relations d'affaires dans l'intérêt des deux parties.

Mesdames et Messieurs,

La tenue de ce 1er Forum intervient dans un contexte international marqué par une faible croissance économique et une baisse des cours des matières premières dont le pétrole et le gaz. La chute des prix a non seulement impacté les économies des pays exportateurs mais également un nombre important de pays développés. Les prix trop bas de l'énergie, sensés stimuler une plus forte croissance économique mondiale, ont eu malheureusement les effets inverses avec la réduction drastique des revenus des compagnies pétrolières avec comme conséquence directe la cascade des annulations et des reports de projets énergétiques importants à travers le monde, ce qui ne va pas manquer d'impacter négativement les capacités d'offres sur le moyen et le long termes.

Pour faire face à la situation induite par la baisse de revenus, l'Algérie a mis en place une politique de maitrise de la dépense publique tout en poursuivant la croissance économique pour une dynamisation de la sphère productive.

Le secteur de l'Energie est chargé de mener une politique pour accroître l'effort de recherche et d'exploitation des hydrocarbures, diversifier le mix énergétique du pays grâce au développement des énergies nouvelles et renouvelables, et à la promotion de la rationalisation de la consommation interne d'énergie.

Ce Forum vient à point nommé pour mettre en relations les hommes d'affaires qui sont invités à trouver les synergies nécessaires pour concrétiser des partenariats mutuellement bénéfiques, et ainsi renforcer la coopération entre l'Algérie et l'Union européenne.

Mesdames et Messieurs

L'analyse rétrospective montre que des efforts réels ont été déployés par le secteur pour la couverture des besoins internes de l'économie et de la population, tout en contribuant au financement du développement du pays. Ces efforts ont permis à la production d'hydrocarbures d'atteindre près de 200 Millions de TEP en 2015.

Pour l'électricité, la politique menée par les pouvoirs publics a permis de faire raccorder la quasi-totalité des foyers à l'électricité. Plus de la moitié sont banchés au réseau de gaz naturel, plaçant l'Algérie parmi les pays les plus performants en matière d'accès à l'énergie.

En matière d'exportation, l'Algérie a développé des capacités tout au long de la chaine hydrocarbures, pour assurer un approvisionnement sûr et continu de ses clients et maintenir son statut de fournisseur fiable, même dans les conditions les plus difficiles.

Ainsi, la capacité installée d'exportation gazière a été portée à près de 90 milliards de M^3 par an, dont plus de 50 GM^3/an via les trois gazoducs dédiés à l'Europe et le reste sous forme de GNL.

L'Algérie a fourni plus de 1 500 milliards de M^3 de gaz, sous forme de GNL et par gazoducs, contribuant ainsi à la promotion du gaz dans le mix énergétique européen.

Ces réalisations ont nécessité des investissements de grande ampleur dans le secteur des hydrocarbures dont les montants cumulés ont dépassé, pour la période 2000-2015, les 100 Milliard de Dollars, consentis par la compagnie nationale, Sonatrach, ainsi que dans le cadre d'associations avec ses partenaires internationaux.

Mesdames et Messieurs,

La consommation nationale d'énergie croit de manière rapide, tirée par la croissance économique, et par l'amélioration du niveau et la qualité de vie des citoyens. C'est ainsi qu'à l'horizon 2030, dans le scénario fort, la demande d'électricité devrait tripler par rapport à son niveau actuel, pour atteindre quelques 150 TWh. La consommation de gaz naturel devrait plus que doubler, de même que celle des produits pétroliers.

Ces projections d'accroissement de la consommation nationale d'énergie conjuguées aux besoins d'exportation nous engagent à poursuivre les efforts d'exploration pour élargir la base de nos ressources, mais aussi de poursuivre la transformation du mix énergétique et du mode de consommation d'énergie.

Pour l'augmentation des ressources hydrocarbures, il est prévu à moyen terme un accroissement des activités d'exploration et de développement des gisements tout en utilisant les nouvelles technologies de récupération. Le recentrage de notre stratégie en la matière, est mis en œuvre depuis la fin de l'année écoulée. A moyen terme, il est escompté que la production primaire d'hydrocarbures renoue avec la croissance à partir de 2016 pour atteindre 241 millions Tep en 2020, par la mise en exploitation de nouveaux gisements et l'amélioration des taux de récupération des gisements.

Compte tenu du niveau d'exploration actuel relativement faible du domaine minier hydrocarbures national, et de son potentiel, l'appréciation des découvertes réalisées et de prospection dans les zones peu explorées (forage et sismiques) seront intensifiées.

Le volume d'investissement prévu par Sonatrach, pour la période 2016-2020 est de plus de 73 milliards de dollars dont plus des deux tiers (2/3) dans le segment Exploration et production. Ceci dénote la volonté de l'Algérie de maintenir ses engagements en matière de stratégie de développement de cette branche de l'industrie énergétique nationale, malgré le contexte de prix bas.

Le cadre juridique, en l'occurrence la loi des hydrocarbures, a été amendé à deux reprises : en 2005 et 2013 pour permettre au secteur des hydrocarbures algérien d'être attractif. Nous restons à l'écoute des investisseurs pour lever les contraintes qu'ils rencontrent et apporter, si nécessaire, des améliorations dans ce dispositif. Dans ce sens, l'Agence nationale pour la valorisation des hydrocarbures, Alnaft, a tenu plusieurs

réunions avec l'ensemble des compagnies pétrolières pour évaluer les feedbacks de ces compagnies quant au dispositif et déroulement du 4ème appel d'offres international.

Mesdames et Messieurs

En ce qui concerne la génération d'électricité et, en vue de doter le pays de capacités de production nécessaires pour satisfaire la demande nationale, en constante croissance, un programme de développement a été élaboré et mis en œuvre, visant le doublement des capacités à l'horizon 2020.

Pour assurer la sécurité énergétique du pays sur le très long terme, toutes les sources d'énergie fossile, des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, doivent être mises à contribution.

La promotion des sources d'énergies renouvelables constitue l'un des axes majeurs de la politique énergétique du pays. Ainsi, le programme national adopté par le Gouvernement prévoit la mise en place d'une capacité de 22.000 MW à l'horizon 2030, ce qui représentera plus du quart de l'électricité produite à partir des renouvelables.

La réalisation de ce programme, pour lequel, l'édifice réglementaire est mis en place, notamment le texte portant le tarif d'achat garanti de l'électricité d'origine renouvelable livrée sur le réseau. Il constitue également une opportunité de création, en partenariat, d'une industrie nationale du renouvelable (équipement, services ; etc…) et requiert le soutien d'un réseau en matière de recherche et développement.

Une place importante est accordée dans ce programme à l'exploitation des gisements d'efficacité énergétique, notamment au niveau des industries grosses consommatrices, par le choix des process les moins énergivores, ainsi que du bâtiment par l'isolation thermique.

La brève esquisse que je viens de faire montre que les besoins dans le secteur de l'énergie sont immenses et pour y répondre les opportunités qui s'offrent aux investisseurs sont très nombreuses.

En conclusion, j'invite les investisseurs des deux rives présents, à l'occasion de ce Forum, à saisir l'occasion qui leur est offerte durant la séance B2B qui les réunira cet-après-midi pour nouer de nouvelles relations et jeter ainsi les bases réelles d'un partenariat stratégique entre l'Algérie et l'Union Européenne. Nous resterons attentifs aux résultats de ces discussions. Ce 1er Forum n'est qu'une étape, mais importante, de notre processus de mise en place en place d'un partenariat stratégique entre l'Algérie et l'Union Européenne. Un bilan sera fait par le groupe de travail dès la fin des travaux et des actions concrètes seront prises pour aller de l'avant dans la construction de ce processus.

Encore une fois, merci aux organisateurs et aux groupes de travail, et je souhaite plein succès à vos travaux.